

**Direction Générale**  
**Département Sécurité Sûreté**

---

# **CONSULTATION**

---

## **ÉLABORATION DU DIAGNOSTIC SURETE DES ETABLISSEMENTS DU G.H.T. DE LA MARTINIQUE**

## A. Table des matières

<b>1. Objet de la consultation .....</b>	<b>3</b>
<b>A. Contexte de la prestation.....</b>	<b>3</b>
<b>B. Les Responsables .....</b>	<b>3</b>
<b>C. Prescriptions générales .....</b>	<b>4</b>
<b>D. Connaissance des lieux.....</b>	<b>4</b>
<b>E. Documents et données fournis par le CHU de Martinique.....</b>	<b>4</b>
<b>2. Prestations et modalités .....</b>	<b>5</b>
<b>A. Le contenu de l’audit de sûreté.....</b>	<b>5</b>
<b>B. Les livrables.....</b>	<b>5</b>
<b>C. Facturation .....</b>	<b>6</b>

## 1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne l'objet suivant :

### « **Elaboration du diagnostic sûreté des sites des établissements du G.H.T. de Martinique** »

En vue de l'élaboration de leur politique de sécurité et de sûreté, les établissements de Martinique veulent se doter d'un document-cadre en la matière ; et plus particulièrement concernant la détection et la prévention des actes de malveillances et de terrorisme sur l'ensemble de ces sites en prenant en considération ses contraintes d'exploitation et ses obligations de service public. Cette étude a pour objectif *in fine de décliner une stratégie globale de protection des différents sites.*

## A. Contexte de la prestation

Cette étude concerne les sites suivants :

- Lot 1 : Louis Domergue et annexes
- Lot 2 : Centre Emma Ventura
- Lot 3 : Albert Clarac
- Lot 4 : CH Nord Caraïbe
- Lot 5 : CH E Wan Ajouhu du François
- Lot 6 : CH du Saint Esprit
- Lot 7 : EHPAD Marcel Hardy
- 

Le Périmètre de l'étude concerne les :

- Bâtiments
- Installations techniques (énergie et réseaux)
- Moyens de transmission

Cette étude ne portera pas sur les Systèmes d'information de la Direction du Système d'Information du CHU de Martinique.

## B. Les Responsables

Ce projet est mené par le Département Sécurité Sûreté.

### **CHU de Martinique**

**Mr MIMPHIR Didier** - Responsable

Département Sécurité Sûreté - CHU de Martinique

**Mme AUGUSTE Ericka** - Responsable Adjoint Département

Sécurité Sûreté - CHU de Martinique

**M. Paul GASCHET**

Service Sécurité Incendie du CHLD (site de Trinité)

Mail : paul.gaschet@chu-martinique.fr

**Pour le CH Nord Caraïbe**

Yasmina LAVRIL

Service Sécurité Incendie

Mail : y.lavril@chnc972.fr

**Pour le CH E Wan Ajouhu du François et CH du Saint Esprit**

M Emilien GERMANICUS

Responsable Sécurité

Tél: 06 96 60 43 69

Mail : emilien.germanicus@ch-saint-esprit.fr

## **C. Prescriptions générales**

La prestation devra être réalisée conformément aux textes réglementaires et normatifs en vigueur dans le domaine de la sécurité et de la sûreté.

L'audit sera réalisé en prenant en compte le guide d'aide à l'élaboration d'un plan de sécurisation d'établissement (PSE) version Avril 2017 - Direction générale de l'offre de Soins et réglementation en vigueur.

Toutes les prestations qui ne s'avéreraient pas conformes aux prescriptions du présent cahier des charges seront refusées et le prestataire devra les recommencer conformément et à sa charge.

La prestation du présent cahier des charges sera réalisée dans l'enceinte des sites. En conséquence, le prestataire veillera à ne causer aucun désordre et respecter rigoureusement les règles de chaque établissement.

A cet effet, il doit prendre sous sa responsabilité toutes précautions utiles et se conformer aux règlements en vigueur des établissements concernés.

## **D. Connaissance des lieux**

Le prestataire est réputé, avant la remise de son offre, avoir pris pleine connaissance du site où s'exécutera le marché.

Une visite sur site sera organisée à l'attention des candidats avant la remise de leur offre. Une date unique sera communiquée pour les sites rattachés au CHU de Martinique (lots 1, 2 et 3)

## **E. Documents et données fournis par le CHU de Martinique :**

Un listing exhaustif des bâtiments des différents sites sera remis aux candidats lors de la visite sur site. Les plans seront remis au candidat retenu. Il devra signer une clause de confidentialité et de non divulgation des informations portées à sa connaissance dans le cadre de la mission confiée.

### **Date de démarrage de la prestation :**

La prestation prendra effet à compter d'un ordre de service précisant la date de démarrage.

## **2. Prestations et modalités**

### **A. Le contenu de l'audit de sûreté**

L'audit comportera **obligatoirement** quatre parties :

1. Analyse de la périphérie du site,
2. Etude de la sûreté périmétrique intérieure,
3. Etude de la sûreté volumétrique
4. Les propositions opérationnelles de sécurisation et chiffage obligatoire

Il est à noter que chaque phase de travail fera l'objet de *réunions de travail* avec le Département Sécurité Sûreté du chaque établissement.

Des procès-verbaux seront rédigés par le prestataire et communiqués POUR VALIDATION sous huitaine aux responsables du Département Sécurité Sûreté CHU des établissements du GHT de Martinique, par mail au format PDF. Des pénalités de retard peuvent courir dès 48 h après le délai contractuel d'exécution.

Au terme de l'étude, deux réunions de *fin de mission se tiendront pour les instances suivantes* :

- COPIL Sûreté CHU de Martinique
- CODIR

*Au cours de cette réunion, il est attendu une présentation des résultats de l'audit ainsi que la proposition de plan d'actions en la matière.*

**La prestation ne pourra excéder six mois par lot.**

### **B. Les livrables**

Le rapport final devra comprendre l'ensemble des pièces nécessaires au lancement technique du projet de sécurisation par les services techniques et le Département Sûreté des établissements concernés (y compris schémas etc...) en 4 exemplaires papier et un exemplaire sur support informatique - clé usb au format : .xls, .docx, .dwg version 2014). L'offre devra inclure cet impératif.

## **C. Livraison et validation du rapport**

Le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur un rapport consolidé, intégrant l'ensemble des remarques formulées lors de la phase ou des phases d'échanges avec les établissements concernés.

Le rapport sera transmis sous les formats indiqués dans ce CCTP.

Le rapport consolidé sera considéré comme définitivement validé après accord écrit des établissements (courrier, procès-verbal ou visa du représentant du pouvoir adjudicateur).

La validation écrite du rapport par l'établissement concerné conditionne la possibilité pour le titulaire d'émettre sa facture.

**Date : décembre 2025**

**Signature Département Sécurité - Sûreté :**

**A SIGNER**